

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi déterminant en ce qui concerne la durée du service actif, les congés et les rappels, le régime à appliquer aux classes de 1918 et 1919, de la levée spéciale de 1919.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Dans la déclaration qu'il a faite aux Chambres, le Gouvernement a annoncé sa résolution, en égard à la situation spéciale qui oblige encore à procéder, en 1921 et 1922, à l'incorporation annuelle de plusieurs classes, de réduire temporairement, pour ces classes, la durée du temps de service à dix mois dans l'infanterie.

Cette décision, le Gouvernement vous propose de la consacrer par une disposition légale. Le présent projet de loi n'a donc, et ne peut avoir, qu'un caractère essentiellement transitoire et une portée temporaire.

* * *

L'heure n'est pas venue, en effet, de déterminer la solution définitive que doit recevoir la question, si délicate et si complexe, du temps de service.

Le Gouvernement, avant de se prononcer à ce sujet, se doit d'attendre la conclusion des études qu'il a confiées à une commission mixte, études que celle-ci poursuit dans un esprit remarquable, et qui ne manqueront pas de lui fournir des éléments d'appréciation de la plus haute importance.

De son côté, le Ministre de la Défense Nationale a le devoir et le constant souci, d'examiner avec le concours des services compétents, tous les aspects du problème, de façon à être parfaitement éclairé sur toutes les conséquences que les mesures à prendre entraîneront tant dans le présent que dans l'avenir.

Il estime en outre que toute décision serait prématurée, voire dangereuse tant que l'Allemagne n'aura pas, par des preuves tangibles, démontré sa volonté indiscutable d'exécuter le traité de Versailles et de respecter scrupuleusement les clauses de désarmement qu'il contient.

H

Enfin, on ne peut manquer d'avoir égard aux solutions qu'adopteront, dans le même ordre d'idées, les nations qui furent les alliées de notre peuple pendant la guerre et qui, en cas de conflit nouveau, se retrouveraient à nos côtés pour la défense d'une juste cause.

Un Gouvernement qui prétendrait résoudre d'ores et déjà la question du temps de service, sans se préoccuper de ces facteurs essentiels, manquerait au plus sacré de ses devoirs : celui qui consiste à garantir sûrement et contre tous les dangers possibles l'indépendance politique de la nation et l'intégrité de notre territoire.

* * *

Assurément, l'opinion unanime veut que les sacrifices imposés dans ce but, tant en ce qui regarde les obligations personnelles des citoyens, que les charges financières incombant à l'État, soient réduits au strict minimum compatible avec les exigences impérieuses que notre sécurité réclame.

Le problème est ainsi, de déterminer le degré exact auquel ces sacrifices doivent s'élever. C'est à le résoudre, dans cet esprit, que le Gouvernement a la volonté de s'appliquer.

Il est décidé, lorsqu'il formulera les conclusions mûrement réfléchies auxquelles il sera conduit à demander au pays, dans la plénitude de ses responsabilités, que celui-ci consente intégralement les sacrifices jugés indispensables à la défense et à la grandeur de la Patrie.

* * *

Aujourd'hui, il importe de le répéter, on ne peut envisager que la solution temporaire nécessitée par la situation particulière du moment, solution qui, par conséquent, ne peut en rien faire préjuger de celle qui interviendra dans l'avenir.

Cette situation particulière consiste, on le sait, dans l'obligation d'instruire, le plus tôt possible, les contingents qui, par suite de l'occupation du pays, n'ont pu être incorporés à l'époque normale. De ce fait, tout comme en 1920, nous devons, en 1921 et 1922, appeler deux classes par an.

La classe 1918 est entrée sous les armes le 1^{er} courant. Il faudra que les classes 1919, 1920, 1921 et 1922, soient appelées à six mois d'intervalle, les 1^{er} juin et 1^{er} décembre 1921 et 1922, de façon à rétablir dès 1923 la situation normale.

Il y aura donc sous les armes, pendant cette période de deux années, un nombre d'hommes à peu près double de celui que comporte le régime ordinaire.

Or, d'une part, l'organisation des cadres, les moyens d'instruction, l'assiette des casernements, n'ont pas été établis ou prévus pour répondre à cet afflux exceptionnel de miliciens. D'autre part, l'intérêt général commande de hâter, le plus possible, l'instruction des classes en retard; d'abord, afin que le pays dispose, en cas de danger, d'un maximum d'effectifs mobilisables; ensuite, pour rendre à leurs occupations régulières et s'acquitter sans retard de leurs obligations militaires, des jeunes gens qui tous ont dépassé, sensiblement déjà, l'âge normal de la milice.

A une telle situation, il convient d'adapter des mesures spéciales. Le régime légal actuel, qui exige quinze à vingt-quatre mois de service actif, ne peut pas être mis en pratique; et mes prédécesseurs se sont déjà trouvés dans l'obligation de réduire à douze ou dix-sept mois, par l'artifice du congé sans solde, la durée de présence sous les armes des classes antérieures à celle de 1918 qui font partie de la levée spéciale de 1919. Le Gouvernement, après recherche approfondie de la mesure la plus opportune, a décidé, tant que durera la situation exceptionnelle que nous avons décrite, de réduire à dix mois le temps de service dans l'infanterie, arme qui absorbe plus de la moitié du contingent de chaque classe appelée. J'estime pour ma part, après examen attentif, devoir proposer de fixer cette durée à douze mois pour les armes autres que l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie à cheval, et à dix-sept mois, enfin, pour ces deux dernières armes, ces chiffres étant déterminés d'après les nécessités inéluctables que comporte l'instruction des diverses armes.

*
* *

Mais la réduction du service à dix mois, dans l'infanterie, n'est admissible que si elle est accompagnée d'une série de mesures destinées à augmenter le rendement utile de la classe incorporée.

La première consiste, comme le Gouvernement l'a explicitement indiqué dans sa déclaration, dans la suppression des catégories dites privilégiées.

Celles-ci comprennent en ordre principal, les pourvoyants et les mariés à qui les lois du 1^{er} mars et du 15 novembre 1919 ont accordé la réduction du service à quatre ou à 6 mois; elles comprennent, en outre, certains miliciens que la loi du 1^{er} mars 1919 et celle du 10 août 1920 font bénéficier d'une réduction proportionnelle, soit à la durée de leur emprisonnement par l'ennemi, soit au temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu à un service de renseignements fonctionnant, en Belgique occupée, pour l'une des armées alliées. Tous ceux qui en font partie, sont en principe versés dans les troupes à pied, et principalement dans l'infanterie. L'instruction et l'organisation de cette arme n'ont déjà que trop souffert de ce régime. Pernicieux par lui-même, celui-ci devient inadmissible quand la durée du service est réduite à 10 mois. La suppression des catégories privilégiées s'impose donc.

Cependant, pour les classes de 1918 et 1919, qui font partie de la levée spéciale de 1919, à laquelle s'applique la législation actuellement en vigueur, on se trouve en présence d'un droit acquis. Je n'estime pas qu'il soit justifié d'y porter atteinte, malgré les inconvénients qui en découlent et que j'ai signalés, mais moyennant que ceux-ci soient atténués autant que possible par d'autres mesures qui seront indiquées ci après.

Certes, il n'en sera plus de même pour les miliciens des classes 1920 et suivantes. Celles-ci seront régies par une loi nouvelle sur la milice et le recrutement de l'Armée, que le Gouvernement, comme il l'a annoncé, vous soumettra prochainement. Elle affirmera et appliquera ce principe essentiel : l'égalité du service général pour tous les Belges valides. Un système harmonieux et souple

liers des diverses catégories d'appelés, avec l'intérêt général et primordial qui doit tout dominer. En fait comme en droit, la suppression des catégories privilégiées s'imposera donc.

* *

La deuxième obligation imposée par la réduction du service, s'adresse au régime des congés.

Leur durée légale actuelle est normalement de vingt-un jours et peut atteindre jusqu'à trente-six jours pour les hommes bénéficiant des congés pour travaux saisonniers. Ajoutés aux permissions réglementaires des dimanches et jours fériés, ces congés réduiraient à tel point les journées de présence effectivement consacrées à l'instruction et porteraient à l'indispensable continuité de celle-ci une telle atteinte, que la formation de l'armée sous le régime des dix mois de service, serait gravement mise en péril.

C'est pourquoi, à partir des classes de 1918 et 1919, la durée des congés ne pourra plus dépasser la proportion d'un jour par mois de service actif imposé légalement; encore ce régime ne s'appliquera-t-il qu'aux miliciens accomplissant un terme de service complet.

* *

Enfin, la réduction du temps de service oblige à mettre tout en œuvre, pour que le temps passé sous les drapeaux soit utilisé au maximum pour l'instruction militaire des hommes qui doit être complète et effective. Il faut donc intensifier celle-ci.

Il faut supprimer ou tout au moins réduire, dans la mesure de l'indispensable, toutes les obligations accessoires du service actuel qui, trop souvent, distraient les hommes de l'instruction proprement dite : gardes, corvées, transports, etc.

Il faut, par des moyens appropriés, rendre à leur unité, les nombreux détachés que des services extérieurs absorbent aujourd'hui; et cette nécessité s'applique, non seulement aux soldats, mais encore aux gradés et aux officiers qui tous, sauf exceptions parfaitement justifiées, doivent être restitués à leur mission véritable : celle d'instructeurs et de conducteurs d'hommes.

C'est au Ministre de la Défense Nationale qu'il appartient de veiller à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises à cette fin. Il s'y emploiera résolument et activement.

Encore faudra-t-il, pour que le résultat voulu soit atteint, que le Parlement lui accorde les crédits indispensables pour compléter, développer, approprier, les terrains d'exercice et le matériel de toute nature, sans lesquels une instruction rapide et parfaite des hommes, serait irréalisable.

Il mettra toute sa volonté et toute sa vigilance à faire en sorte que les sacrifices en argent, en hommes, en temps, que le pays consent pour son armée produisent tout le rendement utile que la nation est en droit d'exiger.

* *

Tels sont les principes essentiels qu'il convient d'appliquer à la période

de devancements et de sursis d'appel permettra de concilier les intérêts particuliers, seule envisagée ici. Elle prendra fin, vraisemblablement, à l'époque où, avec l'incorporation de la classe 1923, on reviendra au régime normal comportant l'appel annuel d'une seule classe de milice.

Le projet de loi soumise à vos délibérations, ne se rapporte toutefois qu'aux classes 1918 et 1919, de la levée spéciale de 1919, parce qu'il est indispensable et urgent, en ce qui les concerne, de modifier, dans le sens des principes exposés, le statut qui les régit actuellement.

Il n'y a pas lieu, pour l'instant, de se préoccuper des classes 1920 et suivantes. Le statut de celles-ci, en effet, sera réglé, comme il a été dit, par une loi de milice et de recrutement entièrement remanié, dont le projet sera déposé prochainement. Cette loi, en même temps qu'elle appliquera les principes généraux précédemment établis, complètera l'œuvre qui, dans un large esprit de patriotisme, d'égalité et de judicieuse économie, doit doter le pays d'une armée nombreuse, robuste, disciplinée, vraiment nationale, capable de garantir sa sécurité et de protéger ses libres destinées.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1920

Wetsontwerp houdende vaststelling, voor wat den werkelijken dienstdtijd, de verloven en de wederoproeping en betreft, van het stelsel dat dient toegepast op de klassen 1918 en 1919, van de bijzondere lichting 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNHEEREN,

In de verklaring die de Regeering voor de Kamers heeft afgelegd, gaf zij haar voornemen te kennen, ten aanzien van den bijzonderen toestand die de jaarlijkse inlijving van verscheidene klassen nog noodzakelijk maakt in 1921-1922, voor deze klassen den duur van den dienstdtijd bij de Infanterie tot tien maanden in te korten.

De Regeering stelt u voor dit besluit door eene wettelijke beschikking te regelen. Het onderhavig wetsvoorstel is, diensvolgens, en kan maar van volstrekt overgankelijken aard zijn en eene tijdelijke beteekenis hebben.

Het uur is inderdaad nog niet geslagen om de eindoplossing vast te stellen van dit zoo moeilijk en zoo ingewikkeld vraagpunt van den dienstdtijd.

Vooraleer desaangaande uitspraak te doen dient de Regeering den uitslag af te wachten van het onderzoek dat zij heeft toevertrouwd aan eene gemengde Commissie die het in een voortreffelijken geest voortzet en dat haar voorzeker hoogst gewichtige beoordeelingspunten zal bezorgen.

Van zijnentwege heeft de Minister van Landsverdediging den plicht en hij is er aanhoudend om bezorgd het vraagpunt aan alle zijden te onderzoeken met de medewerking der bevoegde diensten, om ten volle ingelicht te zijn, over al de gevolgen die de te treffen maatregelen voor nu en ook voor later zullen naslepen.

Bovendien is hij van oordeel dat iedere oplossing voorbarig zou zijn en zelfs gevaarlijk, zoolang Duitschland geen tastbare bewijzen heeft gegeven van zijnen onbetwistbaren wil, het verdrag van Versailles uit te voeren en de ontwapeningsbepalingen die er in voorkomen stipt na te leven.

Wij mogen, ten slotte, niet nalaten rekening te houden met de oplossingen die in denzelfden gedachtengang zullen getroffen worden door de landen die onder den oorlog de verbonden waren van ons volk en ons in geval van een

nieuw conflict, opnieuw ter zijde zouden staan ter verdediging eener rechtvaardige zaak.

Eene Regeering die zou beweren het vraagpunt van den dienstitjd nu reeds op te lossen, zonder deze hoofdzakelijke punten in aanmerking te nemen, zou te kort komen aan haren heiligsten plicht : deze die er in bestaat uitdrukkelijk en wat er ook gebeure, waarborgen te treffen voor de doelmatige verdediging, de politieke onafhankelijkheid en de onschendbaarheid van ons grondgebied.

De openbare meening is het voorzeker eens om te willen dat de uit dien hoofde aan het Land opgelegde opofferingen zoowel voor wat betreft de persoonlijke verplichtingen der burgers als voor de financiële lasten welke de Staat heeft te dragen niet hooger reiken dan een strikt minimum vereenigbaar met de dringende voor onze zekerheid onmisbare vereischen.

Het vraagpunt is nu juist nauwkeurig den graad vast te stellen waartoe deze opofferingen moeten reiken; de Regeering heeft den wil er zich op toe te leggen het in dien zin op te lossen.

Zij is er toe besloten, wanneer zij de rijpelijk overwogen gevolgtrekkingen zal doen kennen waartoe zij komen zal, in de volheid harer verantwoordelijkheid, aan het Land te vragen dat het algeheel zou toestemmen in de opofferingen die volstrekt noodzakelijk worden geacht ter verdediging en voor de grootheid van het Vaderland.

Het dient nogmaals gezegd, dat men nu enkel de tijdelijke oplossing kan beoogen, waartoe de bijzondere toestand van 't oogenblik aanleiding geeft, oplossing welke diensvolgens, geenszins de voorbode kan zijn van die die later zal intreden.

Zooals men weet is deze bijzondere toestand het gevolg van de noodzakelijkheid zoo spoedig mogelijk de lichten af te richten die ten gevolge van 's lands bezetting, niet op den gewonen tijd konden ingelijfd worden. Wij zullen dus, evenals in 1920, in den loop der jaren 1921 en 1922, ieder jaar, twee klassen moeten oproepen.

De klasse 1918 is den 1^o dezer maand binnengekomen. De klassen 1919-1920-1921 en 1922 moeten opgeroepen worden om de zes maanden, den 1^o Juni en den 1^o December 1921 en 1922, zoodat het gewone stelsel opnieuw in voege kome in 1923.

Er zullen dan, gedurende die twee jaren, het dubbel mannen onder de wapenen zijn als het gewoon stelsel meebrengt.

Welnu, noch de inrichting der kaders, noch de middelen ter opleiding, noch de opbouw der kazernen werden vastgesteld of voorzien met het oog op zulken buitengewonen toevloed van miliciens. Het algemeen belang vereischt, anderzijds, de opleiding der achterwege gebleven kassen in de meest mogelijke mate te bespoedigen, eerst en vooral om in geval van gevaar kunnen te beschikken over een maximum van mobiliseerbare mannen, en dan om de jongelingen die reeds allen den normalen militieouderdom merklijk voorbij zijn zoodra mogelijk hunne bezigheden te laten hervatten en zonder uitstel hunne militaire verplichtingen laten te vervullen.

Op dergelijken toestand dienen er bijzondere maatregelen aangepast. Het

huidig wettelijk stelsel dat 15 tot 24 maanden werkelijken dienst vereischt, kan niet toegepast worden en mijne voorgangers zagen er zich reeds toe verplicht, bij middel van het verlof zonder soldij, den duur der aanwezigheid onder de wapenen in te korten tot 12 of 17 maanden, voor de oudere klassen dan die van 1918 die deel uitmaken van de bijzondere lichting 1919. De Regeering heeft na grondig onderzoek van den best gepasten maatregel er toe besloten, zoolang de uitzonderlijke toestand zal duren, dien wij hebben beschreven, den dienstduur in te korten tot 10 maanden bij de Infanterie, wapen waarbij meer dan de helft van het contingent van iedere klasse wordt ingelijfd.

Na een aandachtig onderzoek, ben ik van oordeel te moeten voorstellen, dezen duur te bepalen op twaalf maanden voor de andere wapens dan de Infanterie, de Cavalerie en de rijdende Artillerie, en ten slotte op zeventien maanden voor deze twee laatste wapenen, deze getallen vastgesteld zijnde met inachtneming van de onvermijdelijke behoeften welke het onderricht der verscheidene wapenen meebrengt.

De verkorting van den dienstduur, tien maanden bij de Infanterie is, echter, niet aanneembaar zoolang zij niet samengaat met eene reeks maatregelen, geschikt om het nut opleverend werk der ingelijfde klassen doen aan te groeien.

Een eerste maatregel bedraagt, zooals de Regeering nauwkeurig heeft aangetoond, in hare verklaring, het afschaffen der zoo geheeten bevoordeelige categoriën.

Tot deze laatste behooren in hoofdde de kostwinners en de gehuwden aan wie de wetten van 4 Maart en 13 November 1919 de vermindering van dienstduur hebben toegestaan tot 4 of op 6 maanden; zij begrijpen, buitendien sommige miliciens aan wie de wet van 4 Maart 1919 en deze van 10 Augustus 1920 eene vermindering toestaan in verhouding, hetzij met den duur hunner gevangenschap door den vijand, hetzij met den tijd waaronder zij wezenlijk hebben behoord tot eenen inlichtingsdienst, die werkzaam was voor rekening van een der geallieerde legers, in bezet België.

Allen die er deel van uitmaken, worden in beginsel bij het voetvolk en inzonderheid bij de infanterie ingelijfd.

De opleiding en de inrichting van dit wapen werden reeds genoeg door dit stelsel beproefd. Gevaarlijk op zijn eigen, wordt het onaannemelijk wanneer de duur van den dienst ingekort is, tot tien maanden. De afschaffing der bevoordeelige categoriën is dus onvermijdelijk.

Nochtans, voor de klassen 1918 en 1919 van de bijzondere lichting 1919, op dewelke de thans van kracht zijnde wetgeving toepasselijk is, staan wij voor een verworven recht.

Ik ben niet van oordeel dat het rechtvaardig ware dit recht aan te tasten, in weerwil van de er uit volgende moeilijkheden die ik onder uwe aandacht heb gebracht, doch op voorwaarde van ze zooveel mogelijk te verzachten door andere verderstaande maatregelen.

Zeker, zulks zal niet meer gelden voor de miliciens der klassen 1920 en volgende. Deze zullen beheerd worden door eene nieuwe wet op de militie en de werving voor het leger, welke de Regeering, zooals zij het heeft aangekondigd, u eerstdaags zal voorleggen.

Deze wet zal het groot hoofdzakelijk grondbeginsel der gelijkheid van den algemeenen dienst voor al de weerbare Belgen verkondigen en toepassen. Door een harmonisch en breed opgevat stelsel van vervroegden dienst en uitstel zullen de bijzondere belangen der verschillende categoriën van opgeroepen kunnen overeengebracht worden met het algemeen en hoofdbelang dat voor alles moet gaan. De afschaffing der bevoorreedigde categoriën is dus, in feite en in richte, eene noodzakelijkheid.

De huidige wettelijke duur ervan is gewoonlijk 21 dagen en kan tot 36 dagen reiken voor de mannen die verloven voor seizoenwerken bekomen. De reglementaire verloven op Zon- en feestdagen daarbij gevoegd, zouden dezen verloven de dagen aanwezigheid die werkelijk aan het onderwijs worden besteed, in zulke mate doen afnemen en zoodanig inbreuk maken op den onmisbaren samenhang der opleiding dat de vorming van het leger, onder het stelsel der 10 maanden dienst er erg zou onder lijden.

Daarom kan, met ingang der klassen 1918 en 1919, de duur der verloven de verhouding niet meer te boven gaan van één dag per maand wettelijk opgelegden werkelijken dienst; en nog zal dit stelsel alleen toegepast worden op de miliciens die een vollen diensttermijn uitdoen.

Ten slotte, de inkorting van den diensttijd, verplicht er toe alles aan te wenden opdat uit den onder de wapenen doorgebrachten tijd het meeste voordeel worde getrokken voor de militaire opleiding der mannen, opleiding, die volledig en werkdadig moet zijn.

Die opleiding dient dus krachtig doorgedreven te worden. Al de bijkomende verplichtingen van den huidige dienst, wachten, karweien, vervoer, enz., die al te dikwijls de mannen afleiden van het eigenlijk onderwijs, dienen afgeschaft of, ten minste, verminderd in de onmisbare mate.

Door gepaste middelen moeten de talrijke mannen, die thans werkzaam zijn in buitendiensten, naar hunne eenheden terug, en deze noodzakelijkheid geldt niet alleen voor de soldaten, maar ook voor de gegradeerden en officieren die allen, behoudens in degelijk noodzakelijk blijkende uitzonderingen, hunne ware opdracht moeten hernemen: deze van soldatenopleider en -aanvoerder.

De Minister van Landsverdediging moet er voor zorgen dat al de daartoe noodige maatregelen worden getroffen. Hij zal er zich vastberaden en op bedrijvige wijze toe beijveren. Maar het Parlement moet hem, om tot den vereischten uitslag te geraken, de onmisbare credieten verleenen om de oefenpleinen en het materieel van allen aard, zonder wat een spoedig en degelijk onderwijs onmogelijk zou zijn, voltallig te maken, te ontwikkelen en geschikt te maken.

Hij zal gansch zijnen wil en zijne waakzaamheid aanwenden, opdat de opofferingen in geld, in mannen, in tijd welke het land zich getroost voor zijn leger, de vruchten afwerpen welke de natie het recht heeft te eischen.

Dit zijn de voornaamste grondbeginselen die dienen toegepast op het overgangstijdperk, dat alleen hier wordt beschouwd. Het zal waarschijnlijk een einde nemen wanneer men met de inlijving der klasse 1923, zal terugkomen tot het normaal stelsel waarbij jaarlijks maar eene militieklasse wordt binnengeroepen.

Het aan uwe beraadslagingen voorgelegd wetsontwerp heeft echter maar

betrekking op de klassen 1918 en 1919 der bijzondere lichting 1919; omdat het onmisbaar en dringend is, voor wat hen aangaat, het statuut, dat hen thans beheert, te wijzigen in den zin der uiteengezette grondbeginselen.

Voor 't oogenblik is het niet noodig zich in dit ontwerp bezig te houden met de klassen 1920 en volgende. Inderdaad, het statuut dezer klassen zal, zooals er werd gezegd, geregeld worden door eene gansche omgewerkte militiewet, waarvan het ontwerp eerstdaags zal ingediend worden. Deze wet zal, terwijl zij de vroeger ingevoerde algemeene grondbeginselen op deze klassen zal toepassen, het werk voltooien dat, in een breeden zin van rechtvaardigheid, gelijkheid en gepaste spaarzaamheid, het land een talrijk, sterk, vruchtvol en echt national leger moet geven, bekwaam om voor zijne veiligheid in te staan en zijn vrije toekomst te beschermen.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

ANNEXE AU N° 25.

Projet de loi déterminant en qui concerne la durée du service actif, les congés et les rappels, le régime à appliquer aux classes de 1918 et 1919, de la levée spéciale de 1919.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, et de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, et Notre Ministre de la Défense Nationale sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications ci-après sont apportées à l'article 63 des lois de milice coordonnées en 1913, en ce qui concerne les miliciens des classes de 1918 et 1919 de la levée spéciale de 1919 :

1° Le texte du littéra B est remplacé par le texte suivant :

En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée.

BIJLAGE VAN N° 25.

Wetsontwerp houdende vaststelling, voor wat den werkelijken dienstdijd, de verloven en de wederoproeping en betreft, van het stelsel dat dient toegepast op de klassen 1918 en 1919, van de bijzondere lichting 1919.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken, en van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken, en Onze Minister van Landsverdediging zijn, in Onzen Naam, belast het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, in te dienen bij de wetgevende Kamers.

EENIG ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden toegebracht aan artikel 63 der in 1913 samengeordende militiewetten, voor wat de miliciens der klassen 1918 en 1919 van de bijzondere lichting 1919 betreft :

1° De tekst van littéra B wordt vervangen door den volgende tekst :

Buiten de wederoproeping, wordt de werkelijke dienst in eens uitgedaan.

Le terme de service actif des miliciens a une durée de :

Dix mois dans l'infanterie ;

Douze mois dans les armes, troupes et services, autres que l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie à cheval ;

Dix-sept mois dans la cavalerie et l'artillerie à cheval.

Ce terme prend cours le jour de l'entrée sous les armes.

Il y aura, en outre, en une ou deux périodes, au cours du terme de quatre années suivant immédiatement l'envoi en congé illimité, des rappels dont la durée totale ne pourra dépasser :

Quatre semaines pour l'infanterie, l'artillerie montée, l'artillerie lourde et le corps des transports ;

Six semaines pour la cavalerie et l'artillerie à cheval ;

Huit semaines pour le génie, l'aéronautique, les troupes de communication et de transmission, le bataillon des pontonniers et le détachement des torpilleurs et marins.

Nul ne peut être distrait sans nécessité absolue des termes de service ci-dessus et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries ;

2° Le texte du littera E est remplacé par le texte suivant :

Indépendamment des congés d'urgence pour motifs graves, les miliciens de bonne conduite, accomplissant un terme de service complet, ont droit à un congé sans solde d'une durée de 10, 12, ou 17 jours, suivant les distinctions éta-

De werkelijke diensttermijn der miliciens bedraagt :

Tien maanden bij de infanterie ;

Twaalf maanden bij de wapens, troepen en diensten, buiten de infanterie, de cavalerie en de rijdende artillerie ;

Zeventien maanden bij de cavalerie en de rijdende artillerie.

Die termijn gaat in op den dag der intrede onder de wapens.

Buitendien zullen er, in den loop van de vier eerste jaren na het onbepaald verlof, in één of twee termijnen, wederoproepingën plaats vinden waarvan de duur niet mag te buiten gaan :

Vier weken voor de infanterie, de bereden artillerie, de zware artillerie en het vervoerkorps ;

Zes weken voor de cavalerie en de rijdende artillerie ;

Acht weken voor de genie, het luchtvaartwezen, de verbindings- en seintroepen, het bataljon pontonniers en de afdeeling torpedisten en mariniers.

Niemand mag, zonder volstrekte noodzakelijkheid, onttrokken worden aan de hoogerstaande diensttermijnen en dienst doen buiten de gelederen der compagnies, eskadrons of batterijen.

2° De tekst van littera E wordt vervangen door den volgende tekst :

Buiten de dringende verloven om ernstige redenen, hebben de miliciens met goed gedrag, die een vollen tijd uitdienen, recht op een verlof zonder soldij van 10, 12 of 17 dagen, volgens het onderscheid vastgesteld bij hooger-

blies au 1^o, ci-dessus dans la durée du | staand 1^o in zake den werkelijken
terme de service actif. | diensttijd.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre | Gegeven te Brussel, den 15^e Decem-
1920. | bre 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. CARTON DE WIART.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

